Université de Montréal

L'ÉCONOLIEN

Bulletin de liaison du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal et de ses anciens et amis

Numéro 8
Février 2005

Mot de la rédaction

En octobre 2004, nous avons célébré, sans tambour ni trompette, mais avec fierté, le 5ième anniversaire de ***L'ÉCONOLIEN***, le premier numéro ayant paru en octobre 1999. Cette réalisation n'aurait pas été possible sans la constante collaboration dont nous avons bénéficié. Nous tenons à souligner :

- ✓ l'encouragement que nous avons toujours reçu de deux directeurs successifs du Département de sciences économiques, ***Gérard Gaudet*** et ***Michel Poitevin***, qui acceptèrent en plus d'écrire fidèlement le *Mot du directeur;*
- ✓ la disponibilité de nos collègues qui attirèrent notre attention sur des évènements et des faits susceptibles de constituer matière à publication et qui, pour plusieurs d'entre eux, nous accordèrent un entretien;
- ✓ l'arrivée dans notre équipe, en septembre 2002, d'Alfred Senmart qui prit en charge la rubrique *J'ai lu*;
- ✓ la collaboration de tout le secrétariat administratif du Département, toujours prêt à nous fournir les informations qui nous manquaient sur nos diplômés ainsi que le travail de relecture de ***Jocelyne Demers***, et finalement, et surtout, la disposition de nos anciens et amis, dont certains nous reçurent, à nous faire parvenir des nouvelles sur leur vie professionnelle et familiale. Qu'ils en soient toutes et tous chaleureusement remerciés. Comme ont pu le constater nos lecteurs, la physionomie de ***L'ÉCONOLIEN*** s'est également embellie au cours des années avec des caractères typographiques plus lisibles et le recours plus fréquent à des photos d'anciens et de collègues.

Dans le présent numéro, le 8ième, la rubrique *Un prof nous parle* est exceptionnellement intitulée *Deux profs nous parlent*, étant donné que nous nous sommes entretenus simultanément avec nos jeunes collègues, Sílvia Gonçalves et Rui Castro. Nous avons aussi consacré un espace à la présentation du personnel administratif du Département. C'est en rencontrant des anciens et amis au Canada et ailleurs que nous avons en effet réalisé combien les membres de ce personnel jouèrent un rôle important dans la vie de nos diplômés alors qu'ils étudiaient chez nous, s'occupant de leur dossier académique, les conseillant sur les procédures administratives, leur expliquant la structure de nos programmes et leur montrant comment avoir accès au Guichet Étudiant. Les questions que nous posaient ces anciens étaient invariablement « comment va une telle? » ou « est-elle encore au Département? », se souvenant de leur nom, davantage peut-être que de celui de leurs professeurs. Finalement, et non des moindres, notre collaboratrice ***Suzanne Larouche-Sidoti***, depuis des années une cruciverbiste acharnée, devenue récemment verbicruciste, nous offrira à chaque numéro, en commençant avec celui-ci, *MOTS CROISÉS DE SUZANNE*, à titre d'exercice intellectuel et surtout de détente.

André Martens *en collaboration avec* ***Suzanne Larouche-Sidoti***

Le personnel du secrétariat administratif du Département de sciences économiques

À l'avant-plan, dans l'ordre habituel, Jocelyne Demers, Carole Fournier et Suzanne Larouche-Sidoti. À l'arrière-plan, Ève Fiset, Lyne Racine et Josée Lafontaine.

Photo prise par Pascal Martinolli

Jocelyne a le titre d'adjointe administrative. Ce titre ne lui rend pas justice car, en fait, elle dirige

le secrétariat du Département dans sa totalité, responsabilité dont elle s'acquitte avec une main de fer dans un gant de velours. Carole est technicienne chargée des dossiers des étudiants inscrits aux différents programmes du premier cycle. Cela l'oblige à organiser les rencontres avec les nouveaux inscrits pour qui l'entrée à l'Université constitue souvent un événement traumatisant. Elle suivra leur dossier académique, souvent pendant trois ans et parfois au-delà, consacrant une grande partie de son temps aux dossiers de ceux en difficulté. Suzanne, technicienne en administration, a un véritable portefeuille de responsabilités qui vont des commandes en équipement de bureau jusqu'à la préparation des contrats de chargés de cours et d'auxiliaires d'enseignement en passant par la tenue des comptes. Elle collabore naturellement aussi à la rédaction et assure l'envoi de ***L'ÉCONOLIEN*** dont elle édite la version finale. Elle n'oublie jamais non plus de nous apporter, une fois l'an, des délicieux bleuets du Lac St-Jean, région dont elle est originaire. Ève est agente de secrétariat. Elle est en charge, entre autres, d'éditer les plans de cours et les examens, ce qui lui impose la tâche ingrate de rappeler aux professeurs les échéances calendaires en la matière. Lyne est technicienne chargée des dossiers des étudiants de maîtrise et de doctorat. Elle s'occupe du dossier des intéressés depuis le moment où ils font leur demande d'admission jusqu'au moment où ils ont complété leurs études et ont vu, selon le cas, leur rapport de recherche, leur mémoire ou leur thèse accepté ou parfois refusé. Josée a le titre administratif quelque peu mystérieux de technicienne en coordination de travail de bureau. En termes clairs, elle est la secrétaire du directeur du Département, ce qui lui confère des tâches variées comme la réception des professeurs invités, l'édition du rapport annuel du Département, la mise en forme des dossiers de demande de promotion des collègues et la course éperdue aux professeurs pour que ceux-ci mettent à jour leur curriculum vitae dans le format exigé par la haute direction de l'Université.

À notre demande, elles nous livrent chacune, d'une manière très spontanée, une petite pensée.

Jocelyne : *Travail, activité physique et massothérapie : tout ce qu'il faut pour garder la forme et – j'espère – le sourire.*

Carole : *Élargissons nos horizons par de beaux voyages, que ce soit au Québec ou ailleurs. Ne remettons pas à plus tard, profitons maintenant de la vie. Telle est ma devise.*

Suzanne : *Dans 10 ans, j'espère être à ma retraite, avoir suivi des cours de haute cuisine française (même si mon époux préfère l'italienne), avoir visité un peu l'Europe, être allée à Vancouver en automobile et être assez en forme pour pratiquer mon sport d'hiver favori, la souffleuse à neige.*

Ève : *Tatouages, tatouages, tatouages, toujours plus de tatouages et plein de petites joies dans ma vie me suffisent.*

Lyne : *Lorsque je suis avec ma petite famille en face d'un délicieux repas et d'un bon vin, je me dis : c'est bon la vie.*

Josée : *Voici ma petite prédiction économique pour l'année 2005 : le taux d'intérêt sera sûrement à la hausse OU peut-être à la baisse …*

Mot du directeur

En octobre 1999, ***Gérard Gaudet***, mon prédécesseur à la direction du Département, lançait l'idée de ***L'Éconolien***. Cette initiative connut un succès immédiat et si Gérard a fécondé le projet, il faut donner tout le crédit de ce vif succès à notre sympathique et talentueux rédacteur ***André*** qui a su animer de brillante façon ce bulletin. Le premier numéro de ***L'Éconolien*** comportait 12 pages. Au huitième numéro, nous doublons ce total! Il se passe donc beaucoup de choses au sixième étage qui, pensons-nous, vous intéressent. Notre base de données inclut plus de 2 300 diplômés et c'est un plaisir renouvelé que de pouvoir prendre contact régulièrement avec vous tous.

Comme toujours, il y a de l'action au Département! Comme vous le lirez à la rubrique « Au 6e étage », nos professeurs continuent de recevoir de prestigieux prix! … et nos étudiants, de nombreux prix et bourses! Parmi les professeurs, mentionnons ici ***Walter Bossert*** et ***Rodrigue Tremblay***.

Plus tristement, nous déplorons le départ de ***Éric Renault*** qui démissionnera de son poste le 31 mai 2005 pour poursuivre une fructueuse carrière de recherche à l'Université de la Caroline du Nord. C'est une lourde perte pour le Département car ***Éric*** est un « géant » de l'économétrie. Nous ne nous laissons pas décourager pour autant. Le Département vise toujours l'excellence en recherche et en enseignement et nous sommes désireux de combler cette vacance afin de maintenir le plus haut niveau de qualité. Nous sommes actuellement en période intensive de recrutement. Des 133 candidatures reçues cet automne, 42 furent retenues pour entrevues à Philadelphie au congrès de l'American Economic Association (AEA). Suite à ces entrevues, seize jeunes doctorant(e)s visiteront le Département pour y donner un séminaire et rencontrer les professeurs.

Nous espérons ainsi combler deux postes vacants. Si ce processus requiert un effort important de tous les professeurs, il devient le gage du maintien de la qualité de notre corps professoral.

Sur ce, un peu tard, je vous souhaite une très Bonne et Fructueuse Année 2005!

Michel Poitevin

Au 6e étage

C'est avec stupéfaction et aussi une très grande tristesse que nous avons appris la mort tragique, en juillet dernier, de Philippe Michel, professeur d'économie à l'Université de la Méditerranée (Aix-Marseille II). Philippe venait régulièrement, depuis de nombreuses années, à notre Département où il donnait des séminaires toujours très appréciés tout en collaborant avec plusieurs d'entre nous à l'occasion de projets de recherche. Nous regretterons longtemps ce confrère français dont la rigueur scientifique s'alliait à une grande courtoisie et à beaucoup d'élégance physique et intellectuelle. ***L'ÉCONOLIEN*** présente à sa famille et à ses collègues ses plus sincères condoléances. Notre collègue, ***Camille Bronsard***, actuellement en congé sabbatique en France, nous a fait parvenir un bref IN MEMORIAM que nous publions ci-après.

In Memoriam – Philippe Michel [1937-2004]

Philippe Michel était à la fois un humaniste hanté par les idéaux les plus nobles, comme la fraternité universelle et la beauté accessible à tous, un mathématicien… et un économiste (mais au sens de Keynes, c'est-à-dire un « gardien de la civilisation »).

En tant que mathématicien, il s'est intéressé avant tout à la dynamique : sa démonstration du principe du maximum (1972) est toujours citée; ses travaux sur la transversalité (1982, 1990) n'ont pas été dépassés; ses articles avec J.-P. Penot (1984, 1992, 1994), J. Mercenier (1994), E.K. Boukas et A. Haurie (1990) le placent à la pointe de la programmation mathématique.

En tant qu'économiste, il s'est intéressé aux fondements de la macroéconomie, de la démocratie, de la croissance et de la justice ainsi qu'aux reformulations qu'entraîne la prise en compte d'éléments « nouveaux » comme l'altruisme. Il en discute dans plus d'une dizaine de livres et plus d'une centaine d'articles (de 1980 à 2004) et avec presque autant de coauteurs!

Sa famille, ses coauteurs, ses étudiants, les jeunes professeurs qu'il a formés, ses amis et collègues (de Paris, Marseille, Louvain, Montréal) lui ont rendu hommage à l'École Normale Supérieure (lieu qu'il avait aimé) le 6 octobre 2004, jour où il aurait dû avoir 67 ans.

Camille Bronsard
Professeur ttitulaire au Département de sciences économiques

Nous félicitons ***Pascal Martinolli***, responsable du Centre de documentation conjoint du Département de sciences économiques et de L'École de relations industrielles, pour avoir donné un nouveau visage au portail informatique du Département, que nous vous suggérons fortement de visiter (www.sceco.umontreal.ca). On trouve, entre autres, sur ce portail aux couleurs séduisantes, un flux d'informations récentes, présentées sous la forme de « flashs » animés et concernant la vie du Département et les activités de ses membres et de ses diplômés.

Le 28 septembre, une réception a été organisée dans les locaux du Service des livres rares et des collections spéciales de la Bibliothèque des lettres et sciences humaines (BLSH) de l'Université de Montréal afin de marquer le don par ***André Raynauld***, professeur émérite, de quelque 2 000 ouvrages d'économie provenant de sa collection personnelle. ***André*** a toujours été un client assidu des ventes aux enchères de livres et des bouquinistes que ce fût à Paris ou ailleurs. Ceci lui a permis d'accumuler un nombre impressionnant d'éditions anciennes et souvent originales d'ouvrages écrits, ces deux derniers siècles et demi, par les grands noms de la science économique comme Adam Smith, David Ricardo, Robert Malthus, Jeremy Bentham et Claude-Frédéric Bastiat. Dans ce don, figurent aussi des

André Raynauld et le Recteur Robert Lacroix
Photo prise par Bernard Lambert, photographe
Direction du recrutement et des communications,

rapports et des documents de recherche relatifs à l'économie du Canada et de ses provinces qu'***André***

rassembla lorsqu'il occupait des fonctions de haute responsabilité au Gouvernement fédéral et lors de son passage à l'Assemblée nationale du Québec. À cette réception, à laquelle nous convièrent le Recteur ***Robert Lacroix*** et Jean-Pierre Côté, directeur général de la Direction des bibliothèques, étaient présents ***André***, son épouse et deux de leurs enfants entourés de nombreux de nos collègues, anciens et amis. La collection peut être consultée au Service des livres rares et des collections spéciales de la BLSH, situé au 4e étage du Pavillon Samuel-Bronfman, au 3000 de la rue Jean-Brillant.

Notre collègue, ***Walter Bossert***, s'est vu décerner, en 2004, le Prix John Rae par l'Association canadienne d'économique. Ce prix est remis tous les deux ans à l'économiste canadien ayant le meilleur dossier de recherche des cinq dernières années. C'est la sixième fois que ce prix était attribué et c'est la troisième fois qu'il est octroyé à un membre de notre département, ***Jean-Marie Dufour*** l'ayant reçu en 1994 et Thomas Lemieux, présentement professeur à l'Université de la Colombie-Britannique, en 1998. Rappelons que ***Walter***, actuellement en congé sabbatique en Italie, et dont le champ de spécialisation est la théorie du choix social et du bien-être, avait accordé un entretien à ***L'ÉCONOLIEN*** dans le numéro 2 de juin 2000 (pages 6 à 8).

Lors d'une cérémonie tenue à l'Hôtel Gouverneur de la Place Dupuis, à Montréal, le 12 décembre, ***Rodrigue Tremblay***, professeur émérite, a reçu le Prix Condorcet 2004 du Mouvement laïque québécois. Le Prix est attribué chaque année à une personne ou à un organisme pour souligner sa contribution à la promotion de la laïcité au Québec et à la défense de la liberté de conscience. Dans l'invitation à cet événement, il était précisé que « les idées humanistes exprimées par le ***professeur Tremblay*** dans ses ouvrages et ses conférences constituent une contribution notoire pour dénoncer et combattre l'intégrisme religieux et moral qui envahit de plus en plus nos institutions politiques. Le ***professeur Tremblay*** dénonce avec raison le théocratisme, le militantisme et l'impérialisme envahissant la sphère démocratique et son discours, provenant d'un économiste, apporte une dimension nouvelle et inédite au concept de laïcité dans nos institutions ». Ironie du sort ou coïncidence volontaire, la cérémonie de remise du prix se déroula, comme le souligna avec humour un de nos collègues, un dimanche à 11h00, heure de la grand-messe. Notre collègue, l'économètre ***Nour Meddahi***, a été nommé rétroactivement au 1er juin 2004 co-titulaire (avec ***René Garcia***) de la Chaire Hydro-Québec en gestion intégrée des risques et en finance mathématique de l'Université de Montréal.

Le professeur Ulrich Blum de l'Université technologique de Dresde en Allemagne est revenu nous voir au Département en novembre dernier, pèlerinage qu'il effectue environ deux fois par année, entretenant des relations de travail suivies avec nos collègues dont ***Leonard Dudley*** qui est régulièrement son coauteur. Cela nous a permis de féliciter Ulrich de vive voix pour sa récente nomination à la présidence du prestigieux *Institut für Wirtschaftsforschung* (Institut de recherche économique) à Halle, au bord de la rivière Saale dans l'État de Saxe-Anhalt. Après des études secondaires au Lycée français de Londres, Ulrich obtint un diplôme en génie industriel et un doctorat en économie de l'Université technique de Karlsruhe, fut professeur invité à notre département et enseigna aux universités de Bamberg et de Dresde où il fut le doyen fondateur de la Faculté de sciences économiques et de gestion. Ses champs d'intérêt sont l'économie régionale, l'économie institutionnelle et la théorie de l'organisation industrielle. Ulrich nous invite vivement à le visiter à son institut à Halle, pour lequel il a plein de projets, et se promet de venir nous revoir fréquemment tant il est enchanté par ses séjours à notre Département et par l'ambiance qui y règne.

Notre collègue ***Marc Gaudry*** a décidé de prendre sa retraite au 31 décembre 2004. Titulaire d'un Ph. D de l'Université Princeton, ***Marc*** s'est surtout illustré dans l'économie des transports et l'économétrie appliquée. Il fut longtemps un des piliers du Centre de recherche sur les transports de notre université. Plus récemment, toujours à l'Université de Montréal, il a fondé l'Agora Jules-Dupuit, dont il est devenu le directeur, unité spécialisée en économie des transports avec, comme champs secondaires, la durabilité des infrastructures et du béton et aussi l'économie de la culture. Car, sans aucun doute, ***Marc*** est un homme pétri de culture, non seulement passionné par les idées et les réalisations nouvelles, mais également au fait des contributions intellectuelles du passé. ***L'ÉCONOLIEN*** a souvent fait état de ses recherches dont les résultats étaient toujours originaux. Notre collègue ***Éric Renault***, titulaire de la Chaire du Canada en économie financière et qui accorda un entretien à ***L'ÉCONOLIEN*** dans le numéro 3 de juin 2001 (pages 7 à 9), enseigne actuellement à l'Université de la Caroline du Nord. Ceci ne l'empêche pas de revenir régulièrement au Département, au CIRANO et au CIREQ-C.R.D.E. où il continue à entretenir des collaborations de recherche.

Le SALON DES ÉTUDES, qu'organise annuellement l'Université de Montréal, s'est tenu le 21 novembre 2004. Notre collègue ***François Vaillancourt***, responsable des programmes de 1er cycle à notre Département, était présent, accompagné de Isabelle Belley-Ferris et de Évelyne Giard, étudiantes en maîtrise, afin d'y recevoir les cégépiens désireux de connaître les programmes offerts en sciences économiques et aussi les perspectives d'emploi pour les économistes

Voici les étudiants qui ont reçu des prix et bourses.

Prix d'excellence

- ***en économétrie***
  Shahrzad Mobasher Fard
- ***en macroéconomie***
  Marjolaine Gauthier-Loiselle
- ***en microéconomie***
  Marjolaine Gauthier-Loiselle
- ***en outils mathématiques***
  Marc Daoud
  Alexis Gagné

Prix Maurice-Bouchard
Ghislaine Geoffrion (octobre 2004)

Prix André-Raynauld
Jean-François Kagy (juin 2004)

Prix Lise-Salvas
Isabelle Belley-Ferris (octobre 2004)

Fondation des anciens et amis
Johan Latulippe

- ***Bourse de doctorat conjointe CIREQ/CRDE – Département***
  Marie-Hélène Cloutier
  Pavel Sevcik
  Wendgloumdé Agnès Zabsonré
- ***Bourse de doctorat de l'Université de Montréal***
  Paul Samuel Njiki Njiki
- ***Bourse du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada***
  Bertille Antoine, Ph.D.
  Isabelle Belley-Ferris, M.Sc.
  Marie-Hélène Cloutier, Ph.D.
  Marc-André Guay-Vinet, M.Sc.
- ***Bourse de la Banque Laurentienne***
  Selma Chaker, Ph.D.
  Firmin Doko Tchatoka, Ph.D.
- ***Bourse de l'Institut de finance mathématique de Montréal (IFM)***
  Selma Chaker, Ph.D.

La liste complète des prix et bourses peut être consultée sur notre site Internet :
www.sceco.umontreal.ca/bourses/2004-2005.htm

Cette rubrique ne pouvant fidèlement reproduire l'ensemble des activités du 6e étage, nous suggérons à nos lecteurs qui veulent avoir une vue plus complète de l'évolution du Département de consulter notre récent rapport d'activités 2002-2003 : *www.sceco.umontreal.ca/publications/rapportactivite/index.htm*

Coup de projecteur sur nos chargé(e)s de cours

- Norma Kozhaya -

Norma (Ph.D., 1999) a obtenu son B.Sc. en sciences économiques dans son pays d'origine, à l'Université libanaise à Beyrouth, en 1989. Arrivée au Canada, elle s'inscrit à l'Université de Montréal où lui seront conférés la maîtrise en sciences économiques, en 1992, et le doctorat, en 1999, sa thèse, dirigée par notre collègue ***Emanuela Cardia***, s'intitulant ***Dépenses du gouvernement, taxes discrétionnaires et cycles économiques***. Un résumé de ce travail, dont elle a présenté les résultats aux congrès de l'Association canadienne d'économique et de la Société canadienne de science économique, a d'ailleurs été publié dans le numéro 2 de ***L'Économien*** (juin 2000, p. 9). En mai 2000, un poste d'économiste lui a été offert à l'*Institut économique de Montréal* [IEM]. L'objectif de l'IEM est d'être un « précurseur de solutions pertinentes et originales dans le débat sur les politiques publiques au Québec, en mettant en particulier l'accent sur l'importance de la création de richesse ». ***Norma*** y est restée depuis, travaillant sur des dossiers aussi divers que le libre-échange et la croissance économique, les impôts sur le capital et les revenus, la syndicalisation et le financement des universités. Ceci ne l'a pas empêchée, d'être également, depuis une dizaine d'années, chargée de cours à notre Département où elle enseigne la macroéconomie, les finances internationales et la théorie monétaire, tout en y ayant établi une réputation enviable d'enseignante rigoureuse, mais aussi très disponible pour ses étudiants. ***Norma*** est l'épouse de Paul Ghaleb, cadre dans une société de transport maritime du nom de Transport Nanuk. ***Norma*** et Paul ont deux jeunes garçons, Mark-Anthony et Nicholas. Quand elle n'est pas prise par la recherche, l'enseignement et les responsabilités familiales, ***Norma*** s'adonne à la marche rapide ou se plonge dans la lecture de livres d'histoire contemporaine.

Norma Kozhaya

Notre chargée de cours est parfaitement à l'aise en anglais, arabe et français.

Échos des anciens et amis [1]

Narcisse Fièvre (Ph.D., 1978), doyen de la Faculté des sciences économiques et administratives de l'Université Quisqueya, à Port-au-Prince, a organisé du 1er et 3 septembre 2004, dans la capitale haïtienne, en collaboration avec l'Association haïtienne des économistes (AHE), un colloque international sur les impacts économiques et politiques de la mondialisation dans la Caraïbe. L'AHE est elle-même présidée par ***Amos Durosier*** (M.Sc., 1977), professeur à l'Université d'État de Haïti et gouverneur, de 2002 à 2003, du district local du Rotary Club. Le rédacteur de ***L'ÉCONOLIEN*** a été invité à participer à ce colloque à titre de conférencier. ***Narcisse*** et ses collaborateurs ont organisé cette manifestation scientifique avec beaucoup de soin (Power Point, traduction simultanée anglais-espagnol-français, etc.) malgré les conditions difficiles que connaît ce petit pays de la Caraïbe. Au cours de son séjour, le rédacteur de ***L'ÉCONOLIEN*** a rencontré plusieurs de nos anciens qui sont principalement au ministère des Finances, à la Banque centrale ou dans des institutions financières privées, dont ***Yvette Augustin*** (M.Sc., 1995), épouse de ***Narcisse***, qui a complété un DESS en finance à l'UQÀM, ***Carl-Henri Prophète*** (M.Sc., 2003), très actif au sein de l'AHE, ***Judelande Jérôme*** (M.Sc., 2002), économiste, mais aussi jeune maman d'un garçon né à Montréal, ***Esther Dhéré*** (M.Sc., 1999), ***Ronald Gabriel*** (M.Sc., 1998), ***Mackensen Gomez*** (M.Sc., 1991) et ***Jertho Petit*** (M.Sc., 1999). Il a aussi visité le campus de l'Université Quisqueya, une université privée dont le nom signifie « mère de toutes les terres » dans la langue des indiens Tainos qui peuplèrent l'île avant l'arrivée de Christophe Colomb, et a pu se rendre compte du sérieux du programme de maîtrise en sciences économiques qui y est offert, les options étant Monnaie et finance et Économie du développement avec, dans le tronc commun, des cours en microéconomie et en macroéconomie avancées, en économétrie, en modélisation et en macroéconomie financière internationale. Le séjour s'est terminé par une journée passée, en compagnie de ***Narcisse*** et de participants au colloque, à Moulin-sur-Mer, charmante et hospitalière petite ville balnéaire, située à deux heures de route de la capitale, au bord de la Mer des Antilles, face à l'Île de la Gonâve. On peut y visiter une plantation de canne à sucre qui a été transformée en musée de l'époque coloniale. Quelques jours après la fin du colloque, la partie nord-ouest de Haïti était, hélas, ravagée par un ouragan meurtrier du nom de Jeanne.

Dans l'entrevue qu'avait accordée notre collègue, ***Gérard Gaudet***, à ***L'ÉCONOLIEN*** en juin dernier (no 7, pages 11-13), il nous disait qu'il ne savait pas vraiment si l'économie est davantage une science qu'un art, ou l'inverse. ***Simon Landry*** (M.Sc., 2001), quant à lui, nous prouve qu'on peut être à la fois économiste et artiste. En effet, la presse montréalaise a annoncé, en octobre dernier, le lancement du disque du **duo Béluga**, composé de ***Simon Landry*** et Clermont Jolicoeur, lui-même un acteur et réalisateur bien connu des Québécois. Dans ce disque, où se font aussi entendre d'autres vedettes de la chanson, comme « Liquid » de Bran Van 3000,

Les Béluga

Batlam de Loco Locass, la rockeuse Annie Dufresne et Jacques Leclerc (ex-Leloup), on découvre un mélange métissé de rock, de soul, de funk et de hip hop, dont les paroles célèbrent l'amour de la vie et de ses plaisirs, comme on peut d'ailleurs le deviner de par le titre des mélodies (« L'île des filles », « Liqueur de feu », « L'amour est fou », etc.). On peut même chanter chez soi avec le duo, la pochette du disque, vendu au prix abordable de 17,99$, taxes non comprises, contenant un feuillet avec les paroles des chansons. Sylvain Carrier, critique musical au journal *Le Devoir*, a retenu le disque Béluga parmi les 10 meilleurs disques québécois enregistrés en 2004. ***Simon***, une fois ses études de maîtrise terminées chez nous, a travaillé, de 2001 à 2003, au CIRANO sur des comparaisons internationales et interrégionales de politiques de productivité, avec

[1] Lorsque le nom d'un ancien est cité, apparaît entre parenthèses le dernier diplôme qu'il a obtenu au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal et non pas le dernier diplôme qui lui aurait été octroyé par un autre département de notre université ou celui d'une autre université.

notre collègue ***Claude Montmarquette***, et sur la gestion des risques, avec le professeur Benoît Aubert de HEC Montréal. Mais, compositeur, arrangeur et guitariste depuis des années - il fit partie de la formation Fresh Persil - ***Simon*** voulait, comme il nous l'a dit dans un entretien téléphonique, tenter « l'aventure folle » de faire de la musique à temps plein. Il lui manquait un parolier de talent. Il le trouva en Clermont Jolicoeur. Le duo, accompagné de quatre musiciens, s'est déjà produit sur plusieurs scènes québécoises dont celles du Grand Théâtre à Québec et du Metropolis à Montréal. Toute l'information sur l'ensemble Béluga et ses concerts est disponible sur www.belugarock.com. Combien de temps durera cette aventure? ***Simon*** avoue ne pas le savoir. Il maintient son admission au programme de doctorat de l'Université Princeton.

Sur une note plus sobre, ***Rita Dionne-Marsolais*** (M.Sc., 1972), réélue députée de Rosemont en avril 2003, nous annonce qu'elle est Porte-parole officielle de l'opposition, à l'Assemblée nationale du Québec, en matière d'énergie, présidente de la Commisssion de l'Administration publique du Québec et vice-présidente du Comité des Relations des parlementaires du Québec avec les parlementaires du Nord-Est des États-Unis.

Nous avons eu le plaisir de recevoir, en 2004, à titre de chercheur invité, ***Nicolas Gravel*** (M.Sc. 1989), professeur à l'Université de la Méditerranée (Aix-Marseille II) et collaborateur de recherche de notre collègue, ***Michel Poitevin***. Après avoir complété sa maîtrise à notre département, ***Nicolas*** a obtenu, en 1993, un Ph.D à l'Université de la Colombie-Britannique, sous la direction de Charles Blackorby. Il enseigna, de 1993 à 1994, à l'Université de Sherbrooke tout en étant chercheur invité à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve. Puis, ce fut le départ définitif pour la France où il avait rencontré son épouse, Nathalie Pérony, dont il a eu trois enfants, Alexis, Barbara et Maxence. Arrivé dans l'Hexagone, il enseigna à l'Université de Cergy-Pontoise, fut membre du laboratoire de recherche THEMA et se classa, en 2000, quatrième au redoutable concours d'agrégation de l'enseignement supérieur, ce qui lui valut un poste de professeur à l'Université Paul Valéry à Montpellier En octobre 2002, il fut nommé professeur à l'Université de la Méditerranée et devint membre du GREQAM (Groupe de recherches en économie quantitative) qui est un laboratoire de recherche renommé, commun aux universités d'Aix-Marseille II et III, à l'École des hautes études en sciences sociales et au CNRS. Il devint aussi membre de l'IDEP (Institut d'économie publique) dont il assura la co-direction de 2003 à 2004. ***Nicolas***, dont les thèmes actuels de recherche sont la mesure de la liberté, de la diversité et des inégalités multidimensionnelles ainsi que la formation des juridictions, a publié dans l'*American Economic Review,* le *Journal of Public Economics* et la revue *Economic Theory of Social Choice and Welfare,* et a co-dirigé un ouvrage collectif, *Freedom in Economics : New Perspectives in Normative Analysis,* sorti, en 1998, chez Routledge (Londres et New York). Voyageur né, et au sens strict du terme, puisqu'il vit le jour à Accra, au Ghana, Nicolas est présentement avec sa famille, pour au moins deux ans, à Delhi où il est rattaché au Centre des sciences humaines, unité de recherche dépendant du ministère français des Affaires Étrangères, ce qui lui permet de collaborer étroitement, dans ses domaines de prédilection, avec des chercheurs de l'*Indian Statistical Institute,* dont Arunava Sen. Au terme de ce séjour, il retournera à l'Université de la Méditerranée.

Étant, comme ***Nicolas***, en Asie du Sud, plus précisément à Dacca, capitale du Bangladesh, ***Marc-Antoine Adam*** (M.Sc., 2004) travaille pour une ONG qui est reconnue pour la manière souple et créatrice avec laquelle elle offre des services financiers à la population la moins nantie du pays. ***Marc-Antoine*** a pour mandat d'évaluer la viabilité de l'un de leurs programmes conçu pour répondre aux besoins non seulement financiers, mais aussi sanitaires et éducatifs des plus pauvres des pauvres vivant dans un des bidonvilles de Dacca. Il entretient également des contacts étroits avec d'autres institutions de la région spécialisées dans le micro-crédit, comme les fameuses *Grameen Banks*. Merci, ***Marc-Antoine***, pour les fascinantes photos que vous nous avez envoyées de Dacca et de votre voyage au Népal.

Nos anciens continuent à faire leur marque dans le monde académique. ***Hafedh Bouakez*** (Ph.D., 2003) vient de rejoindre l'Institut d'économie appliquée de HEC Montréal, comme professeur de macroéconomie et de finance internationale, après deux ans passés au Département des relations internationales de la Banque du Canada. ***Jocelyn Martel*** (Ph.D., 1994) réside depuis plus de huit ans en France, étant maître de conférences en gestion au Département d'économie et gestion de l'Université Cergy-Pontoise où il a dirigé, de 1996 à 2001, l'École supérieure de finance et est maintenant directeur du DESS international en finance, programme conjoint entre cette université et l'Université d'État de la Californie. Il est aussi professeur visitant à l'École supérieure des sciences économiques et commerciales, « grande école » au sens français du terme, où il enseigne la finance et est conseiller pédagogique pour le Mastère en techniques financières et assurance-finance. ***Stefan Ambec***

(Ph.D., 1999), professeur-chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique à l'Université Pierre Mendès France à Grenoble, nous rend régulièrement visite travaillant avec notre collègue, ***Michel Poitevin***, sur des questions liées à l'économie et à l'organisation de la R&D. Il est, cet hiver, à notre département où il enseigne le cours d'Économie industrielle avancée offert aux étudiants de la 3ième année du baccalauréat. ***Olivier Bochet*** (M.Sc., 1999), après avoir obtenu, en 2003, un Ph.D à l'Université Brown, dans le Rhode Island, a rejoint, comme professeur, le Département des sciences économiques des Facultés universitaires de Notre-Dame de la Paix, à Namur, en Belgique, où il enseigne les mathématiques pour les économistes et les gestionnaires, l'économie de l'information et de l'incertain, l'analyse de la décision et un cours consacré à des questions critiques sur l'économie. Intéressé par, entre autres, la théorie du choix social, l'économie expérimentale et la théorie des jeux, Olivier est, en outre, membre du prestigieux *Centre for Operations Research and Econometrics* (CORE), situé à Louvain-la-Neuve. Son article *« Communication and Punishment in Voluntary Contribution Experiments »*, écrit avec Toby Page et Louis Putterman, a été accepté par le *Journal of Economic Behavior and Organization.*

C'est ***Muriel Meunier*** (M.Sc., 2000) qui a eu la gentillesse d'attirer notre attention sur la présence d'***Olivier*** à Namur. ***Muriel*** est à sa 4ième année de doctorat, il y en a cinq, au Département d'économie politique de l'Université de Genève. Elle y fait une thèse en économie de l'éducation sous la direction du Professeur Yves Flückiger. Elle est très heureuse à Genève profitant, l'hiver, des montagnes avoisinantes et, l'été, de son merveilleux lac. En outre, pour le plus grand bonheur de cette amatrice de sports, le lock-out de notre Ligue nationale de hockey y a attiré récemment plusieurs joueurs d'équipes canadiennes. Néanmoins, ***Muriel*** trouve la cité romande un peu trop calme et ajoute, comme dans la chanson, « je reviendrai à Montréal… ». Continuant la rédaction de sa thèse de Ph.D à l'Université Cornell, à Ithaca, dans l'État de New York, ***Marc Bellemare*** (M.Sc., 2001) est venu à Montréal, au début d'octobre, présenter, à la conférence du *North East Universities Development Consortium,* une étude intitulée *An Ordered Tobit Model of Market Participation : Evidence from Kenya and Ethiopia,* faite en collaboration avec le Professeur Christopher Barrett de l'Université Cornell. Dans ce travail, à la fois théorique et appliqué, les auteurs montrent que, contrairement à une idée amplement répandue, les éleveurs de cette région de l'Afrique orientale, de par la manière dont ils prennent leurs décisions de transiger sur le marché ou de rester en autarcie, permettent difficilement aux commerçants de bétail de manipuler les prix locaux à leur propre avantage, donc au détriment des « pauvres » pasteurs. Ils soulignent aussi la propension de ces pasteurs à accumuler du bétail plutôt qu'à le commercialiser. Au cours de son bref séjour à Montréal, ***Marc*** nous a présenté sa charmante fiancée d'origine taiwanaise, Janet, qui complète deux maîtrises à l'Université Cornell, l'une en Études professionnelles au Département des ressources naturelles, l'autre au Département d'économie appliquée. Ayant, sans aucun doute, des atomes crochus, et pas exclusivement sentimentaux, avec ***Marc***, Janet étudie les pratiques agricoles durables dans les pays en développement et le degré d'adoption ou d'absence d'adoption de ces pratiques par les paysans. ***Marc*** a rencontré Janet lorsque, durant ses études de doctorat, il lui enseignait les mathématiques, ce qui a indéniablement plus que doublé le rendement de son investissement dans l'activité pédagogique. ***David Villeneuve*** (B.Sc., 2001) nous annonce qu'il est en troisième année de droit à l'Université d'Ottawa. Aussi à l'Université d'Ottawa, ***Birsen Yurtsever*** (B.Sc., 2001), détentrice, depuis 2003, d'une maîtrise en économie de l'Université de Waterloo, terminera, cet été, sa maîtrise en philosophie, ce qui ne l'empêche pas de participer avec son époux à des concours de danses latino-américaines, surtout le tango, mais également la salsa et le mambo. Décidément, ***Birsen*** a plusieurs cordes à son arc. ***Caroline Charest*** (M.Sc., 2003) a « finalement », dit-elle, reçu le détail des notes qu'elle a obtenues pour sa maîtrise d'études en développement à la *London School of Economics.* Elle a décroché une mention *Merit*, ce qui la classe dans le premier tiers des diplômés de cette prestigieuse institution. Caroline envisage d'aller travailler en Amérique du Sud afin d'élargir son expérience internationale, tout en ne perdant pas de vue toutefois, les possibilités d'emploi offertes sur le marché canadien des économistes. ***Martine Voyer*** (B.Sc., 2004) a suivi le Programme de formation accélérée pour économistes du Gouvernement du Canada. Elle compte terminer sa maîtrise en économie à l'Université de Sherbrooke au milieu de l'année 2005 avec un mémoire portant sur les inégalités et la pauvreté en Afrique. ***Mathieu Laberge*** (B.Sc., 2004) nous a envoyé de belles photos du campus, au cadre enchanteur, de l'Université de Nottingham où il poursuit des études de doctorat en économie internationale. Il nous dit, avec une fierté non dissimulée, que son université s'est classée au cinquième rang du palmarès des universités du Royaume-Uni et son département à la troisième place. ***Frédéric Legendre*** (Majeur, 2003),

également titulaire d'un certificat en administration de HEC Montréal, a déposé officiellement, le 30 juin, à l'Assemblée nationale du Québec, le mémoire qu'il a rédigé dans le cadre du stage parlementaire 2003-2004 qui lui avait été offert par la Fondation Jean-Charles-Bonenfant. Ce mémoire était consacré à l'arrêt « Libman » de la Cour suprême du Canada relatif à la participation des tiers à des consultations populaires.

Des nominations, des changements d'emploi et aussi une naissance et un mariage nous ont été annoncés. Le fils de ***Grégory Zelisko*** (M.Sc., 1999), du prénom de Zachary, est né le 4 octobre dernier. Dans une charmante lettre, écrite sans aucun doute avec l'aide de son papa, Zachary nous dit qu'il est très fier de sa maman qui a travaillé très fort pour « m'aider à sortir » (sic) et que si papa et maman semblent un peu fatigués par leurs nouvelles responsabilités, il leur promet de meilleurs moments

Grégory avec sa conjointe, Isabelle, et Zachary

dans une quinzaine d'années… Le nouveau-né avait joint à sa missive de jolies photos de lui-même et de ses parents. ***Marine de Montaignac*** (M.Sc., 1999) et ***Jean-Philippe Bouchard*** (M.Sc., 2000) vivent depuis 4 ans à Paris et se sont mariés en 2003. ***Marine*** est chef de projet à la Caisse nationale d'assurance vieillesse tandis que ***Jean-Philippe*** est analyste senior chez IDC France. ***Arnold Beaudin*** (M.Sc., 1985) a quitté la Vice-présidence Développement stratégique de Montréal International pour occuper, à la Ville de Montréal, le poste de Directeur de la Direction de la planification stratégique et soutien, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine. Nous souhaitons à ***Arnold*** bonheur et succès dans ses nouvelles fonctions tout en nous inquiétant de la dimension de sa carte de visite qui, de par la longueur du titre qu'il détient, doit avoir un format géant. ***Tarek Harchaoui*** (Ph.D., 1993) a été nommé directeur adjoint pour la recherche à Statistique Canada. ***Safia Morsly*** (M.Sc., 1996) est conseillère en politique au ministère fédéral de l'Industrie, à Ottawa, où elle travaille sur des questions de risque et de commercialisation de la R&D. ***Ramdane Djoudad*** (Ph.D, 1992) a été promu chercheur principal en analyse de la politique monétaire à la Banque du Canada. ***Stéphane Gelgoot*** (M.Sc., 2002) est, depuis décembre 2002, conseiller en sécurité financière et représentant en épargne collective à La Capitale Services Conseils à Montréal. Il avait été auparavant directeur de l'administration et des finances de Digital Shape Technologies tout en ayant fait, pendant une longue période, de l'analyse économétrique et statistique dans le domaine des transports, successivement au Centre de recherche sur les transports et à l'Agora Jules-Dupuit, deux unités de recherche de l'Université de Montréal. ***Paul Johnson*** (Ph.D., 2000) travaille maintenant pour un cabinet de consultation du nom de Bates White, LLC, qui a des bureaux à Washington et à San Diego, et dont le fondateur est Halbert White, économètre bien connu dont il est fait mention dans le présent numéro de ***L'ÉCONOLIEN***, à la rubrique *Deux profs nous parlent* (pages 13-16). Ce cabinet est impliqué dans des dossiers relatifs à des causes liées à la Loi Anti-Trust, à des fusions et à des cas de collusion, pour n'en citer que quelques-uns. Dans un message qu'il a envoyé à notre collègue, ***Gérard Gaudet***, directeur du programme de doctorat à notre département et responsable du placement de nos docteurs, ***Paul*** mentionne que Bates White, LLC, recrute des Ph.D dont les champs de spécialisation sont la microéconomie appliquée, l'organisation industrielle et l'économétrie. Il ajoute que les candidats doivent non seulement être intelligents et autonomes en recherche, mais doivent aussi avoir un esprit d'entrepreneur. Cela doit se trouver, des gens de ce calibre! ***Renato de L. Grandmont*** (M.Sc., 1995) est toujours à la Deutsche Bank, à New York, où il dirige le Département de recherche sur la *Global Corporate Governance*. ***Emmanuel Verrier-Choquette*** (B.Sc., 2003) qui, après nous avoir quittés, a obtenu une maîtrise en économie à l'Université de Toronto, avec une spécialisation en commerce international, et suivi une formation intensive en gestion à HEC Montréal, est consultant junior chez InfoAmericas, à Miami, un cabinet de consultation spécialisé en stratégie, de marketing pour les marchés latino-américains. Depuis juillet 2004, ***Marc Lévesque*** (M.Sc., 1983) est Stratège en chef, change étranger et titres à revenu fixe, chez Valeurs mobilières Toronto-Dominion, à Toronto. Nous avons lu avec intérêt les propos de ***Marc*** sur la hausse du dollar canadien dans *Le Devoir* du 27-28 novembre dernier (page A 10). Il se disait convaincu que l'appréciation de notre monnaie sur le marché des changes ne pourrait faire que du tort à

l'emploi, le Canada étant fondamentalement une économie exportatrice. Il donna aussi sa prévision de notre croissance économique, mais avec une prudence de Sioux (« …la croissance pourrait davantage ressembler à 2,5% plutôt qu'à un niveau supérieur à 3% »). Le *FORUM*, hebdomadaire d'information de l'Université de Montréal, nous a appris, dans son numéro du 1er novembre (page 3), que ***Luc Vallée*** (M.Sc., 1986), vice-président à l'analyse économique et à la gestion de l'information économique et économiste en chef à la Caisse de dépôt et placement, devait venir, quelques jours plus tard, dans nos murs pour participer à un colloque sur la responsabilité sociale des entreprises comme critère de gestion des placements, colloque qui, malheureusement n'a pas eu lieu et auquel ont été substitués, pour 2005, des déjeuners-causerie dont l'un sera animé par ***Luc***. ***France-Pascale Ménard*** (M.Sc., 2004) a passé quatre mois en Afrique, dont trois au Sénégal, où elle a effectué un stage d'initiation à la coopération internationale avec le Club Deux Tiers. Elle travaille depuis comme analyste chez E & B Data tout en nourrissant un projet de doctorat bidisciplinaire (économie-sociologie ou travail social) qui lui permettrait d'étudier des problèmes de pauvreté et du marché du travail. ***Charles Enault*** (B.Sc. bidisciplinaire en économie et politique, 2003) nous annonce qu'il part pour Montevideo, en plein été austral (chanceux!), afin d'occuper un poste de stagiaire à l'Ambassade du Canada en Uruguay dans le cadre de sa maîtrise en politique internationale.

Jac-André Boulet (M.Sc., 1973) nous a écrit qu'il n'avait pas de nouvelles particulières à nous communiquer. Il est bien modeste. Nous savons, quant à nous, qu'il préside avec dévouement et compétence aux destinées de la section de l'Outaouais de l'Association des économistes québécois (ASDEQ). ***Jean-François Masson*** (M.Sc., 1992) nous rappelle qu'il continue à travailler, depuis Paris, à la création d'une Association de nos anciens diplômés résidant pas seulement en France mais dans toute l'Europe. Les intéressés peuvent lui écrire à jfmasson@wanadoo.fr. Un petit effort, s'il vous plaît!

Soulignons que, dans le présent numéro de ***L'ÉCONOLIEN***, Alfred Senmart, notre chroniqueur littéraire, fait, à la rubrique *J'ai lu*, un survol de travaux scientifiques effectués par certains de nos anciens, prolongeant ainsi en quelque sorte la rubrique que vous venez de parcourir.

Nos informations ne sont-elles pas à jour ou vous aimeriez qu'on parle d'autres ou de vous-même? Communiquez avec nous.

Un ancien nous reçoit

Philippe Hall (B.Sc., 2000) est économiste à la Division des finances internationales et du développement du ministère des Finances du Canada, à Ottawa. Depuis l'obtention en 2000 de son baccalauréat en sciences économiques à notre Département, il a connu un parcours académique et professionnel des plus intéressants. Nous avons voulu en savoir plus.

Philippe Hall

- **Vous avez vu le jour dans cette belle région du Québec, connue sous le nom d'Outaouais.**
- *Oui, et cela s'explique. Mon père a été et est encore fonctionnaire du Gouvernement du Canada. Or, Ottawa est à deux pas. C'est ainsi que je fis mon école primaire à Aylmer et mon école secondaire au Collège Saint-Alexandre de la Gatineau pour entrer, en 1994, au CÉGEP de l'Outaouais, à Hull, où, après une brève incursion en sciences pures, domaine qui ne m'enchanta guère, je m'inscrivis en sciences sociales.*
- **Et votre mère?**
- *Elle a été institutrice, un métier admirable qui demande beaucoup de dévouement, et Dieu sait si elle en a eu, mais aussi, selon moi, un métier mal rémunéré, un sacerdoce en quelque sorte.*
- **Une fois votre diplôme d'études collégiales en poche, vous partez en 1996 avec Jeunesse Canada-Monde pour la Tunisie. Un gros changement culturel, un choc pourrait-on dire.**
- *Pas exactement. Durant mon adolescence, j'avais déjà visité la Cisjordanie, l'Égypte, l'Iran et Israël, invité par mon parrain et oncle maternel, Michel de Salaberry, qui fut ambassadeur du Canada dans plusieurs pays de la région. Mon parrain est un homme remarquable et aussi très chaleureux. Il n'hésitait pas à arpenter les rues des capitales où il était en poste pour rencontrer les gens, faisant preuve d'une humilité qui m'a toujours émerveillé. Il prenait avec eux le café ou le thé et discutait de leurs préoccupations et des choses de la vie en général. Durant mes séjours au Moyen-*

Orient, je l'accompagnais dans ses promenades et c'est, à ces occasions, que j'eus ma première initiation à des cultures différentes de la mienne.

- **L'histoire de notre pays a aussi retenu le nom d'un autre Michel de Salaberry qui se battit en 1812-1814 contre les Américains qui avaient attaqué ce qui restait des colonies britanniques d'Amérique du Nord.**
- *En effet. C'est un de mes ancêtres dont on peut encore admirer la demeure à Chambly, au sud de Montréal.*
- **Et en Tunisie, que faites-vous?**
- *J'y enseigne le français à des enfants dans la charmante ville de Kelibia qui se trouve dans la région du Cap Bon, au bord de la Méditerranée, à une cinquantaine kilomètres de Tunis. Je loge chez l'habitant et je m'y fais des amis dont un certain Mohamed Boussetta qui deviendra directeur de la Maison des Jeunes de Testour et que je reverrai à plusieurs reprises lors de mes séjours subséquents en Tunisie et à l'occasion de ses visites au Canada. Je dois avouer cependant que ma première visite de ce pays se termina de manière quelque peu abrupte.*
- **Ah, oui?**
- *Le fait est que Jeunesse Canada-Monde, qui était responsable du bien-être et de la sécurité de plusieurs volontaires canadiens, dont moi, leur interdisait de visiter le pays sans supervision. Pour nous, cela en fut trop et, une nuit, avec quelques copains, je partis en autobus pour le grand sud tunisien et ses majestueuses palmeraies, comme celles de Tozeur et de Nefta. À notre retour à Kelibia, nous fûmes renvoyés immédiatement au Canada pour indiscipline. Je n'eus même pas le temps de dire au revoir à mes élèves. On m'a rapporté que, pendant longtemps, Jeunesse Monde-Canada nous cita en exemple de chose à ne pas faire. Mais, je ne leur en veux pas et n'ai retenu que de bons souvenirs de ce programme.*
- **Assagi donc, et la tête pleine de souvenirs, vous vous inscrivez, nous sommes en 1997, au baccalauréat en sciences économiques de l'Université de Montréal. Pourquoi chez nous et pas ailleurs?**

> ***« (La LSE) ne pouvait que me séduire. J'y trouvai un mélange de théorie et de pratique, donc de politique, ainsi que le possibilité de retourner en Tunisie afin d'y faire une recherche sur les mesures de libéralisation du compte extérieur de capital mises en place par les autorités de ce pays ».***

- *J'ai choisi l'Université de Montréal parce que j'avais toujours voulu faire un séjour dans cette grande ville de Montréal qui me fascinait et aussi en raison de la réputation de son Département de sciences économiques. De plus, la plupart de mes amis de l'Outaouais y étaient et l'Université m'offrait une bourse pour toute la durée de mes études.*
- **Vous vous êtes senti heureux dans nos murs?**
- *Très, et j'ai beaucoup appris. Le Département avait aussi une vision internationale qui me plaisait. J'ai apprécié en particulier les cours de développement économique et de finances internationales On y offrait même un cours d'économie du monde arabe qui me replongea dans l'ambiance nord-africaine et moyen-orientale que j'aimais tant. J'eus aussi l'occasion, durant cette période, d'aller suivre un cours de politique monétaire à l'Université Carleton à Ottawa.*
- **Puis, en 2000, vous partez pour la London School of Economics pour y décrocher, l'année suivante, une maîtrise en économie du développement. Vos parents étaient sans aucun doute généreux car de telles études doivent coûter cher.**
- *Généreuse, ma famille l'a toujours été. Toutefois, je dois préciser ici que j'avais réussi, il faut l'avouer après pas mal d'efforts, à bénéficier de diverses bourses sans lesquelles je n'aurais pas pu vivre cette expérience dans la capitale anglaise.*
- **Et ce séjour à la LSE?**
- *Cela ne pouvait que me séduire. J'y trouvai un mélange harmonieux de théorie et de pratique, donc de politique, ainsi que la possibilité de retourner en Tunisie afin d'y faire une recherche sur les mesures de libéralisation du compte extérieur de capital mises en place par les autorités de ce pays.*
- **Votre thèse vous méritera d'ailleurs un prix et sera publiée dans les cahiers de recherche de la LSE. Quelle fut la conclusion principale de ce travail?**
- *Le fait qu'il faut y aller graduellement lorsqu'on vise à enlever les contrôles de capitaux, qu'il s'agisse d'entrées ou de sorties. Dans les années 90, certains pays*

latino-américains et de l'Asie de l'Est avaient déjà fait l'amère expérience d'une suppression brutale de tels contrôles. La Tunisie fut beaucoup plus prudente et c'est ce qui explique, du moins en partie, qu'on puisse parler aujourd'hui de miracle économique tunisien. Ceci ne signifie pas que le pays soit au bout de ses peines. La fin prévue de l'Accord multifibres, par exemple, mettra la Tunisie en concurrence directe, sur le marché mondial, avec les exportateurs chinois de produits textiles.

- **Après Londres, on vous retrouve à Bratislava, en Slovaquie. Qu'êtes-vous allé y faire?**
- *J'avais été embauché comme économiste par le Bureau régional pour l'Europe de l'Est et la Communauté des États Indépendants (l'ancienne URSS) du Programme des Nations unies pour le développement, situé dans la capitale slovaque.*
- **Toujours la question du contrôle des capitaux?**
- *Non, une thématique tout à fait différente, celle de l'insertion des collectivités rom (les Tsiganes) dans la vie économique, politique et sociale de cinq pays de la région, la Bulgarie, la Hongrie, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie, ces collectivités représentant pas moins de 10% de la population totale dans ce dernier pays. Le projet était principalement financé par l'Union européenne qui y avait mit pas mal d'argent.*
- **Quels sont les problèmes des populations rom dans cette partie du monde?**
- *Nombreux. Il faut rappeler que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989, ces populations avaient été prises en charge par les différents gouvernements socialistes de la région. Cela avait été un bien et un mal, le mal étant que cette largesse des États avait détruit leur mode de vie semi-nomade qui, dans le passé, leur avait permis de survivre grâce à de petits métiers qu'elles exerçaient de villes en villages, comme l'aiguisage des couteaux, la ferblanterie, le rempaillage des chaises ou, pour les femmes, la chiromancie. Leur sédentarisation, sous le régime socialiste, et leur conversion en quasi assistés sociaux leur avaient fait perdre l'habitude de telles activités. Après 1989, avec l'avènement de l'économie libérale, les populations rom se trouvèrent ainsi particulièrement démunies n'ayant plus ni filet de protection sociale, ni qualifications professionnelles. Ceci fit également disparaître, pour les jeunes, le rôle de modèle que jouaient les aînés dans la société traditionnelle, ce rôle étant lui-même tombé en désuétude, par la force des choses, durant la période socialiste. À l'heure actuelle, les Rom, dont 80% sont en chômage en Slovaquie, sont réduits à vivre d'expédients, ce qui exacerbe encore le racisme que pratique à leur égard une majorité du restant de la population d'autant plus que beaucoup d'entre eux ne parlent pas les langues officielles.*
- **Y a-t-il également un racisme de la part de l'État?**
- *Non, pas à ma connaissance. Il y a même, dans au moins un des pays concernés, un conseil des Rom qui fait partie intégrante de la structure de l'État. Nous avons d'ailleurs recommandé la généralisation d'une telle pratique institutionnelle.*
- **Malgré tout, comment fut votre vie à Bratislava?**
- *Agréable. La capitale slovaque possède une magnifique architecture qui n'a rien à envier à celles de Budapest, Prague ou Vienne. Le coût de la vie est relativement bas. Je dois aussi avouer que les femmes sont très belles. Et puis, il y a le hockey auquel les Slovaques, comme les Canadiens, vouent un véritable culte. Rappelons le cas des frères Stastny qu'avait engagés, il y a plusieurs années, l'équipe des Nordiques de Québec. Ils avaient été recrutés en Slovaquie par Monsieur Aubut, ancien propriétaire de l'équipe et aussi père de l'une des anciennes du Département, Julie Aubut. J'ai moi-même plusieurs fois « frappé la rondelle » à Bratislava. Je le fais moins maintenant.*
- **Avez-vous visité les autres pays couverts par le projet du PNUD?**
- *Oui. Mes fonctions me permirent de découvrir diverses régions de la Hongrie, de la République tchèque et également de la Pologne.*
- **Au milieu de 2002, vous voilà revenu au Canada.**
- *C'est exact. Je suis recruté dans la fonction publique fédérale en tant qu'économiste au ministère des Finances.*
- **Comment vous y sentez-vous?**

- *C'est passionnant. J'y suis en charge de l'étude des économies dites émergentes, comme celle de la Turquie et d'autres pays, particulièrement en ce qui concerne leur endettement extérieur. Mes notes d'analyse constituent un des ingrédients destinés à des hauts cadres du ministère et à nos représentants au FMI chargés de défendre la position du Gouvernement du Canada dans des forums internationaux, dont ceux du G-7.*
- **En revanche, vous voyagez moins.**
- *C'est vrai et souvent cela me manque. Je suis particulièrement jaloux de ma sœur aînée qui s'occupe des projets internationaux de l'Institut des techniques agricoles à Saint-Hyacinthe et qui ainsi parcourt le monde. Il m'arrive cependant de faire des déplacements professionnels. Récemment, le ministère m'a envoyé au FMI, à Washington, pour y suivre un cours sur la gestion macroéconomique et les enjeux financiers sectoriels. Ce cours était suivi en majorité par des cadres des ministères des finances et des banques centrales de pays en développement. Encore une fois, j'ai pu constater, quoi qu'on en pense, combien ces cadres sont bien formés et ont les idées claires. Dans beaucoup de cas, il semble que ce soit la volonté politique qui est absente dans certains de ces pays et pas nécessairement le capital humain.*
- **Vous avez quand même un peu de temps libre.**
- *Oui, que je meuble, avec l'aide de ma copine Lisa et de mes amis, en faisant du canoë camping, sport excitant s'il en est que je viens de découvrir. J'adore aussi écouter de la musique. Là, mes goûts sont des plus éclectiques. Il y a finalement la lecture de biographies et d'ouvrages d'actualité économique.*
- **Un conseil pour nos étudiants?**
- *Rêvez et « travaillez pour », ou encore, comme on dit en anglais « work hard, play hard »*
- **Des projets?**
- *Relever de nouveaux défis lorsque je m'apercevrai que je suis tombé dans l'intervalle des rendements décroissants de ma courbe d'apprentissage.*

Deux profs nous parlent

Sílvia Gonçalves et ***Rui Castro***, tous deux de citoyenneté portugaise, sont professeurs adjoints à notre Département depuis 2000. Nous les avons

Sílvia et Rui en vacances dans la région de l'Algarve

rencontrés au bistro de la librairie Olivieri, à Montréal. Au menu : tartiflette savoyarde et calamars farcis au saumon, le tout accompagné d'un excellent Shiraz.

- **Q. Je soupçonne que je prononce mal vos noms de famille?**
- Sílvia (S). En effet! En portugais, Gonçalves se dit « Gonsalvèch », insistez sur le « sal », et Castro « Cachtrou ».
- **Q. Quel effet cela vous fait-il de former un couple à l'emploi d'un même département?**
- *Rui (R). Cela ne nous pose aucun problème, d'autant plus que nos domaines de spécialisation sont sensiblement différents. Pour Sílvia, c'est l'économétrie, tandis que, dans mon cas, il s'agit de macroéconomie. D'ailleurs, nous ne devons pas être le premier cas de ce genre au Département?*
- **Q. Vous avez raison. Au début de l'histoire du Département, il y eut Madame et Monsieur Thür. Plus récemment, nous avons eu Camille Bronsard et sa regrettée épouse, Lise Salvas, ainsi que Thomas Lemieux et Nicole Fortin, actuellement professeurs à L'Université de la Colombie-Britannique. Mais revenons à vous. Quand et comment vous êtes-vous rencontrés?**
- *S. C'était en 1990, à Lisbonne, plus précisément dans le programme de la licence en sciences économiques de la Universidade Nova de Lisboa.*

- **Q. Pourquoi « Université nouvelle » ?**
- *R. Tout simplement parce que cette université publique, qui toutefois appliquait des quotas à l'entrée, voulait se démarquer des institutions d'enseignement supérieur plus traditionnelles de la capitale de notre pays, par la modernité de son enseignement et c'était spécialement le cas pour l'économie qui y était enseignée par plusieurs professeurs fraîchement émoulus des universités américaines. Mais je laisse Sílvia continuer.*
- *S. C'est donc à cette université que je rencontre Rui Castro. Je dois admettre qu'au départ il ne me donna pas l'impression d'avoir inventé la poudre à canon. Très populaire auprès de ses condisciples, il discourait aussi beaucoup, un peu même trop à mon goût. Mais, un jour, lorsque je parcourais la liste des notes du cours de microéconomie, affichée dans le couloir de l'Université, je m'aperçus que ce même Castro avait obtenu la note élevée de 17 sur 20, ce qui, si vous connaissez le système universitaire européen, est presque fabuleux. Il devenait dorénavant, à mes yeux, un type intéressant. D'autant plus intéressant qu'il était président d'une association estudiantine et, de par ses fonctions, devait présenter des conférenciers étrangers de passage à notre université, dont le fameux économiste français, et aussi économètre, Edmond Malinvaud. Pour recevoir ces invités de marque, Rui s'était même fait confectionner un costume très classique de couleur gris cendre qui lui allait admirablement bien. D'intéressant, il était devenu séduisant.*

Sílvia : L'Université de Californie à San Diego ne pouvait que me convenir. Il y avait des économètres de renom, comme Engel, Granger, Hamilton et White, surtout White, …

- **Q. Mais, pour vous, Sílvia, qui aviez passé votre enfance dans l'Algarve, cette belle région située dans la partie méridionale du Portugal, être soudainement en résidence à Lisbonne constituait un gros changement?**
- *S. Sans aucun doute. J'y étais arrivée seule, et les Lisbonnais se considèrent tellement supérieurs aux gens des autres régions. Ne disent-ils pas « Le Portugal c'est Lisbonne et Lisbonne est tout, le reste n'étant que du paysage ». Parlez d'un orgueil! Je dois vous préciser que je ne suis cependant pas née dans l'Algarve mais en France, à Chartres. Mes parents y avaient immigré, mon père oeuvrant dans la construction et ma mère faisant des travaux ménagers. Comme beaucoup d'émigrés portugais, ils retournèrent dans leur pays, voulant, entre autres, que leurs enfants fussent éduqués au Portugal. Mon père y ouvrit une entreprise de camionnage qu'il dirige encore. À cette époque, ma sœur jumelle et moi-même avions sept ans. Revenue dans mon pays, j'oubliai rapidement beaucoup de mon français. Ce n'est que plus tard, devenue adolescente, que je renouai avec cette langue travaillant l'été dans un restaurant français de l'Algarve, dont le propriétaire et aussi chef-cuisinier, du prénom de Laurent, qui devint d'ailleurs un ami, ne connaissait pas le portugais.*
- **Q. Pour vous, Rui, l'économie? Peut-on parler de vocation?**
- *R. En quelque sorte, oui. Très jeune, les questions sociales m'avaient toujours préoccupé. Il faut se rappeler qu'à la fin des années 70 et au début des années 80, le Portugal traversait une crise économique grave. La pauvreté était souvent visible à l'œil nu. Les inégalités sociales n'en étaient pas moins fortes. Et puis, il y eut sans doute également l'influence de mon père, très soucieux de telles questions, car il était journaliste, de gauche dirais-je, dans une station de télévision publique de Lisbonne où il fut en charge, durant un certain temps, du Téléjournal. Il est d'ailleurs toujours actif à titre de conseiller en communication. Ma mère, qui dirigeait une entreprise familiale de fabrication de chaussures, vivait, quant à elle, la réalité sociale de tous les jours. Mes parents avaient aussi connu la Révolution des Oeillets de 1974 qui avait entraîné la chute du régime mis en place par António de Oliveira Salazar et marqué l'avènement du socialisme.*
- **Q. Et pour vous, Sílvia, une vocation du même genre?**
- *S. Oh, pas du tout! Ce qui m'avait attirée à l'école secondaire, c'étaient les mathématiques et la physique. Je voulais devenir ingénieur. L'histoire et la philosophie m'intéressaient aussi.*
- **Q. Mais vous voilà, avec Rui, en économie à Lisbonne. Pourquoi ce changement de cap?**
- *S. Il faut vous dire qu'au Portugal, du moins à l'époque, les étudiants étaient soumis à des*

tests d'aptitude qu'ils passaient à la fin du secondaire. Sur la base de ceux-ci, c'est l'économie qui me fut assignée. Mais, vous ne vous étonnerez pas, qu'en économie, je suis restée très proche des mathématiques, ayant choisi, comme l'a dit Rui au début de notre entretien, l'économétrie dans laquelle je me sens très heureuse. Ma sœur, qui avait eu comme moi, au secondaire, le goût des sciences dites « dures », demeura dans ce champ. Elle a ainsi décroché un Ph.D en sciences pharmaceutiques à l'Université du Wisconsin et travaille pour la société NOVARTIS.

- **Q. Bon, une fois votre licence terminée, et après deux années de scolarité de doctorat et de monitorat à la *Universidade Nova de Lisboa,* nous sommes en 1995, vous partez tous deux faire un Ph.D. aux États-Unis, mais quoique follement amoureux l'un de l'autre, vous choisissez des universités qui se trouvent à des points diamétralement opposés du continent américain. Vous, Sílvia, allez à l'Université de Californie à San Diego et vous, Rui, vous inscrivez à l'Université de Rochester, dans l'État de New York.**
- *R. C'est exact. Rochester était l'endroit idéal pour moi C'est là que se faisaient les grandes contributions à la macroéconomie et à la croissance qui me fascinaient tant. On y discutait aussi de politique économique, ce qui m'enchantait car cela jetait un pont entre la théorie et la pratique tout en faisant de l'économie une véritable science sociale.*
- *S. L'Université de Californie à San Diego ne pouvait que me convenir. Il y avait des économètres de renom, comme Engel, Granger, Hamilton et White, surtout White, dont les ouvrages et les articles avaient, durant mes études de licence à Lisbonne, façonné tout mon savoir scientifique de cette époque. J'avais aussi appliqué leurs techniques d'analyse. C'était un peu comme avoir enfin l'occasion de rencontrer en chair et en os des acteurs favoris qu'on aurait admirés, pendant des années, au cinéma, et aussi de pouvoir tourner avec eux. Maintenant, prétendre que nous n'avons pas souffert de cette séparation forcée, due à des circonstances académiques, qui a duré pratiquement cinq ans, serait vous mentir.*

Rui : … j'arrivai rapidement à la conclusion que le développement économique ne dépend pas tant des ressources financières des pays que de la nécessité d'augmenter leur productivité et d'utiliser plus efficacement les infrastructures existantes.

- **Q. Vos thèses de Ph.D, de quoi traitèrent-elles?**
- *R. Ma thèse, intitulée **Essays in Economic Development and Growth** et dirigée par Per Krussel, traita de trois questions principales. Les différences entre les pays en matière de progrès technique peuvent-elles expliquer les différences internationales de revenu par habitant et de rythme dans l'accumulation du capital? En quoi des régimes différents du commerce extérieur sont-t-ils susceptibles d'amener des formes différentes de développement économique? Pourquoi des réformes économiques, jugées a priori efficaces, ne sont-elles pas nécessairement mises en oeuvre? D'une manière générale, j'arrivai rapidement à la conclusion que le développement économique ne dépend pas tant des ressources financières des pays que de la nécessité d'augmenter leur productivité et d'utiliser plus efficacement les infrastructures existantes.*
- **Q. Et vous Sílvia? Votre thèse?**
- *S. Pour mon bonheur, j'eus le fameux, mais aussi très accessible, Halbert White comme directeur de recherche. Ma thèse eut pour titre **The Bootstrap for Dependent Heterogeneous Processes**.*
- **Q. Euh?**
- *S. En économétrie, l'application du **bootstrap**, ou **bootstrapping**, est une méthode particulière de type Monte Carlo conçue pour obtenir, par exemple, le biais, la variance et, plus généralement, la distribution d'un estimateur. Les valeurs estimées des coefficients sont considérées comme leurs vraies valeurs qui seront retenues dans l'étude de Monte Carlo tandis que les erreurs, pour un échantillonnage répété, sont choisies, avec remplacement, dans l'ensemble des résidus de l'estimation originale. J'ai étudié cette méthode dans le cas de son application à des séries temporelles. Cela peut vous paraître quelque peu abstrait, mais croyez-moi, c'est très utile en pratique car cela permet de connaître la validité des méthodes d'estimation économétrique dans des conditions très générales. La traduction littérale de **bootstrap** est « tirant de botte », mais cela ne*

vous éclairera pas davantage. D'ailleurs, même chez les économètres français, je n'ai jamais vu le terme autrement qu'en anglais.

- **Q. Et, cela va de soi, vous avez « tiré » plusieurs articles de votre thèse?**
- *R. Oui, à deux reprises dans l'**International Economic Review** et aussi dans la **Review of Economic Dynamics**.*
- **Q. Quant à vous, Sílvia?**
- *S. Pour moi, ce furent la revue **Econometric Theory**, le **Journal of Econometrics** et le **Journal of the American Statistical Association**.*
- **Q. Auriez-vous voulu rester aux États-Unis et y enseigner?**
- *R. Pas spécialement. D'ailleurs la question ne se posait pas. Mes études avaient été financées par une bourse de la Fondation Fullbright. Or, dans le contrat qui me liait, il était dit que je devais quitter le territoire américain, une fois mes études de Ph.D terminées et, bien entendu, Sílvia et moi voulions vivre dorénavant ensemble.*
- **Q. Que faites-vous durant le temps libre que vous laissent l'enseignement et la recherche à notre université?**
- *S. et R. Travailler à notre dossier de promotion.*
- **Q. Pardon?**
- *R. En 2005, nous sommes en effet éligibles au poste de professeur agrégé. Pour y arriver, nous devons non seulement préparer un volumineux dossier personnel, tel qu'exigé par l'Université, mais aussi finaliser des articles scientifiques encore en friche. Soyez assuré que cela laisse peu de temps libre.*
- *S. Je parviens quand même à maintenir un horaire pour faire de l'aérobie et de la course en salle et même lire. Je viens de terminer d'un trait la lecture du succès en librairie, le fascinant Da Vinci Code. Rui, quant à lui, joue régulièrement au soccer avec des collègues et des étudiants. Nous aimons aussi beaucoup la musique et de toutes les sortes.*
- **Q. Un conseil pour nos étudiants?**
- *R. Ne pas oublier que l'économie est un sujet passionnant.*
- *S. Être persévérant et surtout ne pas se laisser décourager.*
- **Q. Des projets?**
- *S. et R. Fonder une famille.*

Les citations retenues par *L'Éconolien*

« Je suis une jeune africaine de 19 ans soucieuse de son avenir professionnel en Afrique. Un sommet sur l'emploi, pourquoi pas! Mais, comme beaucoup d'autres jeunes, je suis lasse des forums, des ateliers, des réunions, des congrès. L'Afrique a besoin d'idées concrètes avec des applications et des résultats »

Sandrine Bilie
(Source : J.A./L'intelligent, no 2282, 3-9 octobre 2004, p.105)

«La capacité de Guillermo de réduire des problèmes complexes à leurs éléments essentiels nous a appris que les modèles complexes sont pour les esprits inférieurs, pour ceux qui ne peuvent saisir les éléments essentiels d'une réalité donnée. Grâce à Guillermo, le chaos de la réalité fournit toujours des modèles simples et éclairants»

(Extrait de l'allocution de M. Augustin Carstens, directeur général adjoint du FMI, prononcée lors d'une conférence tenue les 15 et 16 avril 2004 à Washington en l'honneur du macroéconomiste argentin Guillermo Calvo)

«Pourquoi épargner si votre fils est un bon fils? Pourquoi épargner si votre fils est un mauvais fils?»

(Proverbe de l'Inde)

Le diagnostic de nos docteurs

Signe de la vitalité du Département des sciences économiques en finance et en économétrie financière, trois de nos étudiants ont défendu avec succès en 2004 leur thèse de doctorat dans ce champ, il faut le souligner, très « pointu » de spécialisation. Il s'agit de Denis Pelletier, de Andrei Semenov et de Fousseni Chabi-Yo. Chacune des thèses contient quatre essais. Chaque auteur cite plusieurs fois les contributions scientifiques de ses directeur et codirecteur de recherche, contributions sur lesquelles il bâtira, montrant en cela que le savoir non seulement se transmet de génération en génération, à notre Département, mais aussi s'y développe.

Denis en compagnie de son épouse, Paule et de Vincent, né le 29 octobre

La thèse de Denis s'intitule *Problems in Time Series and Financial Econometrics : Linear Methods for VARMA Modelling, Multivariate Volatility Analysis, Causality and Value-at-Risk.* Directeur de recherche: Jean-Marie Dufour; codirecteur : Nour Meddahi; membre du jury : Benoit Perron; examinateur externe : John

Galbraith (Université McGill). Dans un premier essai, Denis déduit les propriétés asymptotiques d'estimateurs qui furent proposés pour les modèles ARIMA univariés, en 1982, par Hannan et Rissanen, dans la revue *Biometrika,* facilite l'utilisation des modèles VARMA en donnant de nouvelles représentations identifiées, présente un critère d'information modifié qui donne des estimations convergentes des ordres desdites représentations et démontre l'importance des modèles VARMA dans l'étude des séries chronologiques multivariées. Dans son deuxième essai, il propose un nouveau modèle pour étudier la variance entre plusieurs séries chronologiques, le modèle *Regime Switching Dynamic Correlation,* et montre, application empirique à l'appui, que ce dernier permet d'obtenir une meilleure performance interéchantillon que le modèle *Dynamic Conditional Correlation* proposé par Engel en 2002. Dans un troisième essai, il examine les méthodes utilisées pour tester des hypothèses de non-causalité à différents horizons et propose des méthodes modifiées dont certaines sont appliquées à un modèle VAR de l'économie américaine. Dans son quatrième essai, Denis nous offre de nouveaux tests statistiques pour l'évaluation des modèles de risque financier utilisés dans le calcul des valeurs à risque et montre, moyennant le recours à des méthodes de simulation de type Monte Carlo, que ces tests sont plus puissants que ceux qui existaient précédemment. Denis est professeur à l'Université de la Caroline du Nord.

Andrei a retenu comme titre pour sa thèse *Intertemporal Utility Models for Asset Pricing* : *Reference Levels and Individual Heterogeneity.* Directeur de recherche: René Garcia; codirecteur : Eric Renault; membre du jury: Rui Castro; examinateur externe: Kris Jacobs (Université McGill). Dans un premier essai, Andrei introduit un modèle d'utilité espérée dans lequel un agent représentatif dérive son utilité à la fois de l'excédent relatif de sa consommation par rapport à un niveau de référence et de la valeur absolue de ce niveau de référence. Cette spécification est particulièrement flexible car elle permet de reproduire la plupart des facteurs d'escompte proposés dans la littérature empirique pour l'évaluation des actifs financiers. Elle montre également l'importance d'inclure, dans la fonction d'utilité, le niveau de référence de la consommation de l'agent représentatif. En outre, le taux de croissance du niveau de référence dépend, comme il est établi dans le second essai, du rendement du portefeuille de marché, les conditions de premier ordre de la fonction d'utilité avec niveau de référence étant équivalentes, sur le plan de l'observation, à celles de la fonction d'utilité récursive Epstein-Zin tout en conduisant à une interprétation alternative des paramètres de préférence. Dans son troisième essai, Andrei utilise une expansion de Taylor de l'utilité marginale pour exprimer l'espérance conditionnelle du rendement de l'actif financier en fonction des moments croisés du rendement avec les moments de la distribution des consommations individuelles. Cette relation permet d'établir, sans qu'il y ait besoin de spécifier une fonction d'utilité particulière, si chaque moment augmente ou diminue la prime de risque. Andrei montre aussi, par voie de calibrage et de simulation, que, moyennant une fonction isoélastique habituelle, l'asymétrie de la distribution en coupe transversale des consommations individuelles joue un rôle essentiel dans l'explication de la prime de risque. Dans le dernier essai, l'auteur effectue avec succès un test empirique de la fonction d'utilité espérée avec niveau de référence, telle que proposée dans le premier essai. Comme nous l'avions annoncé dans le numéro précédent de ***L'ÉCONOLIEN***, Andrei est professeur à l'Université York, à Toronto.

Andrei visitant Florence

La dernière thèse défendue en 2004 a pour auteur Fousseni Chabi-Yo et, comme titre, *Asymetry Risk, State Variables and Stochastic Discount Factor Specification in Asset Pricing Models.* Directeur de recherche: Éric Renault; codirecteur : René Garcia; membre du jury : Bryan Campbell (Université Concordia); examinateur externe : Angelo Melino (Université de Toronto). Dans son premier essai, Fousseni examine comment l'équilibre d'un marché financier révèle, à la fois par les quantités détenues à cet équilibre et les prix, les

Fousseni Chabi-Yo

préférences des investisseurs compte tenu de trois types de caractéristiques des rendements : leur espérance, leur variance et leur degré d'asymétrie. Dans le deuxième essai, il détermine, considérant l'asymétrie, une nouvelle borne pour la variance de tout facteur d'actualisation stochastique (FAS) qui valorise correctement les rendements d'actifs financiers et les gains des produits financiers dérivés. Dans le troisième essai, Fousseni construit le modèle d'une économie où les préférences des investisseurs et leur consommation dépendent d'une variable d'état qui suit un processus de type markovien à deux états. Il montre qu'un tel modèle résout les énigmes de l'aversion au risque et du FAS posées en 2000 par Jackwerth. Dans le quatrième essai, est proposée une approche pour l'évaluation des produits dérivés par les « arbres » lorsqu'une variable d'état non observable affecte le processus de prix sous-jacent. Fousseni est économiste à la Banque du Canada. Son deuxième essai lui a valu le Prix du « meilleur texte » (*best paper)* décerné par la *Northern Finance Association* en 2004, à l'occasion de son congrès annuel.

Vous désirez consulter une thèse de doctorat, voire un rapport de recherche ou un mémoire de maîtrise en sciences économiques, dont vous auriez repéré le titre sur notre site Web (www.sceco.umontreal.ca/). Prenez contact avec notre documentaliste (514)343-6111 poste 3840. Nous nous ferons un plaisir de vous recevoir à notre Centre de documentation au 3150, rue Jean-Brillant, 6e étage, local C-6070. Le texte souhaité, un siège confortable et un breuvage vous y attendront. Ce sera aussi un privilège que de vous revoir dans nos murs.

J'ai lu

Démographes et économistes ne peuvent pas s'ignorer. En tant qu'économistes, ne mettons-nous pas, à chaque coup, dans nos fonctions macroéconomiques de production, la population, active s'entend, comme variable déterminante du PIB réel, en plus du stock de capital et du progrès technique? Les démographes qui s'intéressent sérieusement soit au contrôle de la croissance trop rapide de la population, soit à son vieillissement, doivent, pour être crédibles, associer des coûts économiques aux remèdes qu'ils proposent. Mais, en général, l'interdisciplinarité s'arrête là. Il est donc réconfortant de saluer la publication du dernier ouvrage de ***Jacques Henripin*** (Licence, 1951), professeur émérite en démographie de l'Université de Montréal, qui, ayant une double formation, allie les deux disciplines dans *Pour une politique de la population*, sous-entendue celle du Québec, paru, en 2004, dans la collection « Sur le vif » des Éditions Varia, à Montréal, et vendu, à la librairie de notre université, au prix spécial de 12,85$, taxes non comprises. Jacques, qui est né en 1926, peut-on lire au verso de la page de garde du livre, est incontestablement le démographe québécois le plus connu du grand public, et pas seulement dans la Belle Province, n'ayant jamais hésité à se lancer dans les grands débats de société comme le poids du vieillissement, la réforme du système de pensions publiques ou la fécondité vacillante. Non seulement les analyses de ***Jacques*** sont-elles toujours d'une très grande rigueur, mais, servi par une merveilleuse plume, il parvient également à expliquer ses résultats d'une manière tout à fait limpide. Son nouvel ouvrage ne fait pas exception à cette règle qu'il s'est invariablement imposée.

Pour ***Jacques***, les principaux problèmes de population qui se posent au Québec, et qui probablement revêtiront une acuité accrue au cours des prochaines décennies, sont la décroissance de la population, la forte augmentation du pourcentage des vieux, l'effritement de la famille, l'augmentation de la diversité ethnique et linguistique due à l'arrivée récente d'immigrants non européens ainsi que l'insuffisance dans la formation de travailleurs spécialisés. Afin d'éviter, au milieu du siècle, une décroissance démographique, en termes absolus, et de stabiliser la population du Québec à 7,5 millions tout en maintenant un taux de fécondité de 1,6 enfant par femme en âge de procréer, il faudrait recevoir annuellement, à partir de 2050, jusqu'à 75 000 immigrants, de préférence financièrement indépendants, en provenance soit de l'étranger, soit des autres provinces. Pour limiter les effets indésirables du vieillissement sur les finances publiques, l'auteur considère que l'arme la plus puissante reste le recul de l'âge de la retraite auquel il faudrait ajouter la capitalisation des régimes de rente, fédéral et provincial. Pour consolider les familles, le législateur devrait renforcer les droits, mais aussi les devoirs, de celles vivant en « union libre ». Du point de vue de l'usage public de l'anglais, langue favorisée par beaucoup d'immigrants, on aurait intérêt à modérer l'ardeur de fonctionnaires « malveillants » (sic) qui imposent le français comme langue unique dans les hôpitaux ou qui surveillent l'application des normes linguistiques, en matière d'affichage, « au millimètre près », et aussi à insérer des semestres d'immersion anglaise, au primaire, dans toutes les écoles francophones, et l'inverse. En ce qui concerne la formation professionnelle, nos fameux cégeps devraient se cantonner à offrir cette

dernière et laisser à un secondaire prolongé le soin de préparer les élèves pour l'université tout en veillant à ce que ce même secondaire oriente mieux les étudiants, afin de lutter contre la tendance à mépriser les professions manuelles ou semi-manuelles et à mettre la formation universitaire sur un piédestal, souvent contre l'intérêt de l'élève. Certes, ces recommandations, voire le diagnostic lui-même, ne feront pas l'unanimité, comme en témoigne le débat actuel autour de l'avenir des cégeps. ***Jacques*** en est bien conscient mais, au moins, il a le mérite d'avoir posé les problèmes et suggéré des remèdes. Il sait aussi combien les solutions ne sont pas toutes du ressort unique du Québec étant donné notre structure de gouvernement qui fait que les deux paliers, fédéral et provincial, interviennent, et pas nécessairement toujours de la manière la plus harmonieuse, dans plusieurs questions comme le mariage, l'immigration, la santé, l'aide financière aux familles et les pensions. Bref, nous avons là un ouvrage qui devrait figurer sur la liste de lectures de tous ceux préoccupés par l'avenir à long terme de la société québécoise, et pas uniquement sur la liste de lectures des seuls étudiants en démographie.

Année après année, ceux qui suivent le cours de commerce international offert à notre département se voient infliger le théorème de Marshall-Lerner qui prédit que si la somme des élasticités-prix des demandes d'importations et d'exportations est supérieure à l'unité, une dépréciation réelle de la monnaie nationale sur le marché des changes entraînera une hausse des exportations nettes de biens et services. Qu'ils se réjouissent, ce pensum ne leur a pas été imposé en vain. Comme viennent de le montrer ***Louis Morel*** (B.Sc, 2003), qui a rejoint le Département des recherches de la Banque du Canada, et son directeur de recherche à la maîtrise, notre collègue ***Benoit Perron***, le théorème est vérifié dans le cas du Canada de 1980 à 2002 peu importe la méthode de cointégration utilisée et quelle que soit la mesure du PIB réel étranger retenue. En outre, les exportations nettes de services semblent plus sensibles aux variations du taux de change réel que les exportations nettes de biens. Pour en savoir plus sur la méthodologie et les données trimestrielles utilisées, on peut lire leur article qui est publié dans *L'Actualité économique* de décembre 2003 (vol. 79, no 4, pages 481-502), *« Relation entre le taux de change et les exportations nettes : test de la condition Marshall-Lerner pour le Canada ».* Le nouveau directeur de *L'Actualité économique* est ***Patrick Gonzáles*** (Ph.D., 1998), professeur à l'Université Laval. Un ***Patrick*** bien occupé ces jours-ci, car préparant la 3ième édition en langue française de l'ouvrage de Parkin et Bade, *Introduction à la microéconomie moderne*, appelée à paraître à l'été 2005 aux Éditions du Renouveau pédagogique à Montréal. Ce manuel est traditionnellement utilisé à notre département dans le cours de Principes d'économie (ECN 1000). Nous en attendons donc avec impatience la nouvelle édition.

Un autre article écrit par un ancien, ***Eckhard Siggel*** (M.Sc., 1971), professeur à l'Université Concordia à Montréal, avec, comme coauteur, Germina Ssemogerere de l'Université Makerere à Kampala, et publié dans le *Journal of International Trade and Development* (vol. 13, no 3, pages 325-357) a retenu notre attention. Dans cet article, intitulé *« Uganda's Policy Reforms, Industry Competitiveness and Regional Integration : A Comparison with Kenya »,* les auteurs analysent en détail le degré de compétitivité externe de 21 firmes appartenant à 12 secteurs de l'industrie ougandaise et le comparent à celui d'entreprises kenyanes. Cette étude tombe à pic, l'Ouganda étant sur le point de rétablir une zone de libre-échange avec le Kenya et la Tanzanie et devant faire face à une libéralisation accrue de ses échanges commerciaux avec le reste du monde. Les résultats numériques de Eckhard et de Germina suggèrent que, grâce à des mesures gouvernementales récentes qui ont amélioré le climat des affaires en Ouganda, plusieurs industries de ce pays sont plus concurrentielles qu'on pouvait le croire a priori et ce, malgré que le pays soit géographiquement enclavé et que des politiques antérieures eussent entraîné une certaine désindustrialisation. On peut conclure, d'une manière générale, que les firmes ougandaises ne pourront pas nécessairement augmenter sensiblement leurs exportations internationales mais, qu'en revanche, l'industrie locale souffrira peu de la concurrence des importations en provenance du Kenya dans le cadre d'une zone de libre-échange.

L'Institut de recherche en politiques publiques, sis à Montréal, a publié en octobre 2004, en collaboration avec le Cirano, dans le no 9, vol. 10, de sa collection *Choix*, une étude due à ***Marcelin Joanis*** (M.Sc., 1999), étudiant de doctorat à l'Université de Toronto, et à notre collègue, ***Claude Montmarquette***, qui a pour titre *« La dette publique : un défi prioritaire pour le Québec »* . Selon cette étude, au résumé de laquelle nous avons emprunté de larges passages, le Gouvernement du Québec, après avoir adopté, en 1996, la *Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire,* a atteint, plus rapidement que prévu, l'objectif du « déficit zéro », en fait dès l'exercice 1998-1999. Toutefois, cela s'est accompagné d'une réforme de la comptabilité gouvernementale qui a eu pour conséquence de soustraire des dépenses d'opération

une grande partie des dépenses d'immobilisation, maintenant automatiquement financées par endettement. Ainsi, malgré l'équilibre budgétaire, la dette du Québec a continué, depuis, à s'accroître significativement chaque année, plaçant le Québec au troisième rang des gouvernements provinciaux les plus endettés du Canada. S'entendant pour déplorer cette situation, ***Marcelin*** et ***Claude***, qui s'appuient sur leur propre projection du cadre financier du Gouvernement du Québec jusqu'à l'année 2030, concluent que le seul recours à l'effet de la croissance économique sur la diminution relative de la dette publique est une stratégie risquée. À ce titre, d'autres solutions sont nécessaires. Les auteurs proposent que le Gouvernement du Québec modifie la loi adoptée en 1996. Au lieu du « déficit zéro », l'objectif serait d'accumuler un surplus annuel de 1 milliard de dollars et de créer une réserve pour éventualités. De plus, en affectant tout solde inutilisé de cette réserve au remboursement de la dette et à un fonds de stabilisation, le gouvernement serait en mesure de mieux contrer les fluctuations futures. Il pourrait aussi, ajoutent ***Marcelin*** et ***Claude***, vendre certains de ses actifs. En adoptant de telles recommandations, le Gouvernement du Québec accroîtrait sa crédibilité grâce à une politique budgétaire plus prudente, ce qui lui permettrait de faire face à certains investissements publics à court terme tout en le mettant en mesure de répondre efficacement aux pressions qui accompagneront le vieillissement de la population.

Pour clore la rubrique ***J'ai lu***, consacrée, dans le présent numéro, à des contributions de nos anciens et de nos collègues à la littérature de la profession, signalons que ***Shankar Kamath*** (M. Sc. 2004) a obtenu en 2004 la seconde place au concours d'essais d'étudiants de l'Institut Fraser à Vancouver, ce qui lui a valu la remise d'une somme de 500 dollars. Le texte, intitulé *« Point Counterpoint : In Defence of Free Trade »*, a été publié dans la *Canadian Student Review* dudit institut de l'automne 2004 (vol. 13, no 3, pages 6-7). Dans son essai, ***Shankar*** répond aux critiques le plus souvent faites à l'endroit du libre-échange et de la mondialisation, en général, à savoir essentiellement que le libre-échange ne résout pas le problème de la pauvreté, qu'il n'a pas fonctionné dans le cas du Mexique, qu'il a été à la source de la crise financière est-asiatique des années 90, qu'il renforce les inégalités entre pays riches et pays pauvres, qu'il détruit dans les pays industrialisés les emplois manufacturiers et, qu'en ce qui concerne les pays les moins nantis, la solution à leurs problèmes passe davantage par un accroissement de l'aide étrangère que par une ouverture aux échanges extérieurs. Se servant des résultats d'études sérieuses récentes, notre ancien, tout en n'adoptant pas une position dogmatique, remet les pendules à l'heure en affirmant que de telles critiques méritent d'être soit infirmées, soit nuancées. À titre d'exemples, la proportion des individus vivant avec moins de 1 dollar US par jour a diminué de 16% à 5% de la population mondiale entre 1970 et 1998; le fait que le Mexique n'a pas pleinement profité du libre-échange a été moins dû à cette plus grande ouverture sur l'extérieur qu'à la fragilité de son système bancaire; malgré la crise financière, les pays de l'Asie de l'Est ont maintenu un taux élevé de croissance économique auquel la libéralisation des échanges n'a sans doute pas été étrangère et, d'ailleurs, des attaques spéculatives contre une monnaie peuvent aussi se produire durant des époques d'échanges relativement faibles, comme cela été le cas, en 1920, avec le franc français; les inégalités de salaires entre les pays sont bien plus le reflet de différences de productivité que le résultat de l'existence d'un système mondial d'exploitation des pays pauvres; même s'il y a une baisse relative des emplois manufacturiers dans les pays industrialisés, rien ne prouve que le protectionnisme et l'isolationnisme soient les remèdes à administrer; dans beaucoup de cas, l'aide publique au développement est accordée plus pour des raisons politiques qu'économiques ou sociales tout en plaçant les pays récipiendaires dans une situation de dépendance à l'égard des pays donateurs. Que les Naomi Klein et les José Bové de la planète se le tiennent pour dit!

Alfred Senmart

Un livre vous a tenu compagnie dans le train, l'autobus, l'avion ou, tout simplement, dans votre salon ou sur le bord du lac. Faites-nous partager le plaisir de votre lecture en contribuant à « J'ai lu » par votre compte-rendu littéraire.

Calendrier 2005 des rencontres scientifiques

45e CONGRÈS

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE ÉCONOMIQUE

- **LIEU : Manoir Richelieu Charlevoix, Québec**
- **DATE : 12 et 13 mai 2005**

www.scse.ca

CONGRÈS
ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS

- **THÈME : «*Économies locale et internationale : y a-t-il convergence ou divergence?*»**
- **LIEU : Holiday Inn Plaza de la Chaudière 2 rue Montcalm, Gatineau, Québec**
- **DATE : 19 et 20 mai 2005**
-

www.asdeq.org

54E CONGRÈS
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

- **LIEU : Aix-en-Provence**
- **DATE : 23 au 25 mai 2005**

aielf@aol.com

39E CONGRÈS
ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉCONOMIQUE
(CANADIAN ECONOMICS ASSOCIATION)

- **LIEU : Université McMaster Hamilton, Ontario**
- **DATE : 27 au 29 mai 2005**

http://economics.ca/2005/

CUARTO CONGRESO INTERNACIONAL SOBRE LA CULTURA Y EL DESARROLLO

- **LIEU : Centro Internacional de Conferencia de La Havana, Cuba**
- **DATE : 6 au 9 juin 2005**

www.cultydes@cubarte.cult.cu

15TH INTERNATIONAL INPUT-OUTPUT CONFERENCE

- **LIEU : Yifu Conference Center at Renmin University of China, Beijing**
- **DATE : 27 juin au 1er juillet 2005**

www.iioa.at/conf/conferences.html

ECONOMETRIC SOCIETY WORLD CONGRESS

- **LIEU : Department of Economics University College London London, G.-B.**
- **DATE : 18 au 25 août 2005**

www.eswc2005.com

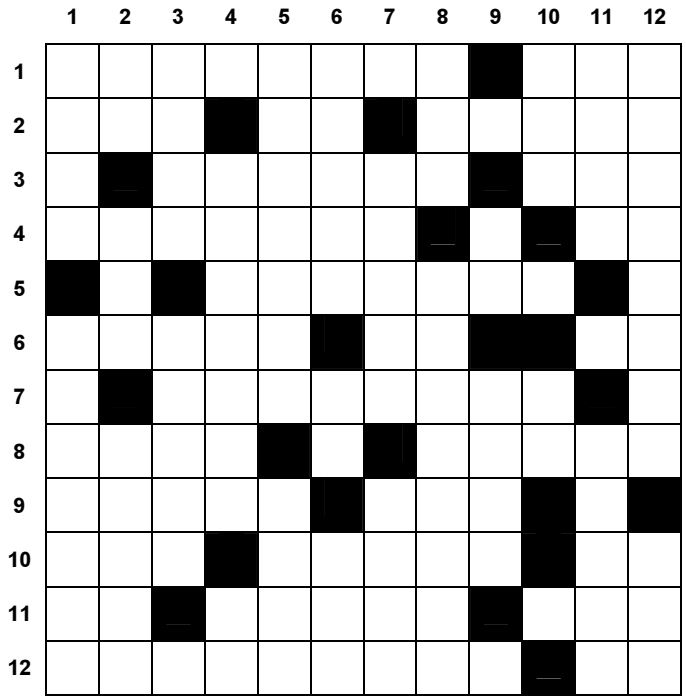
60TH INTERNATIONAL ATLANTIC ECONOMIC CONFERENCE

- **LIEU : New York**
- **DATE : 6 au 9 octobre 2005**

www.iaes.org/conferences/future/newyork_go/index.htm

Nous vous invitons vivement à visiter le site Internet du Département à l'adresse : www.sceco.umontreal.ca. On y trouve un ensemble complet d'informations sur le Département, les programmes qu'il offre, les séminaires qui s'y donnent ainsi que les numéros de L'Econolien. À cet égard, si vous préférez consulter L'Économien en ligne plutôt que le recevoir par la poste, nous apprécierions que vous en avisiez Suzanne Larouche-Sidoti (suzanne.larouche-sidoti@umontreal.ca) téléphone : 514-343-6854 ou télécopieur : 514-343-7221.

Mots croisés de Suzanne



HORIZONTALEMENT

1) Rédacteur en chef du CJE/RCE. – Unité monétaire de Bulgarie.
2) Revenu national brut. – Ksi – Lettre grecque.
3) Qui s'introduit sans être invité. – Poisson comestible commun en Méditerranée.
4) Épithète entrant dans le nom d'une banque centrale importante. –Mesure chinoise valant environ 576 mètres..
5) Mot, en argot, pour argent, fortune.
6) Prix Nobel d'Économie en 1978. – Abréviation anglaise. – Fleuve de Russie se jetant dans l'Océan Arctique.
7) Il applique le calcul des probabilités aux opérations de finance et d'assurance.
8) Épice. - Dieu grec de la Mer.
9) À l'Université, elles sont portées pour les grandes occasions. – Si on doit se déplacer rapidement en Europe, il vaut mieux l'utiliser.
10) Période. – Courbe plane, fermée, convexe et allongée. – Note.
11) Note. – Au golf, effet latéral donné à une balle. – Unité monétaire du Japon.
12) Elle fut agréable lors du 40^{e} anniversaire de notre Département. - Utile au dessinateur.

VERTICALEMENT

1) Il vaut mieux l'écouter quand il parle. – Domaine défini d'activité économique ou sociale.
2) Des gens. – European University Institute. – Artère.
3) Au même endroit dans un texte (abrév.). – Elle est souvent annotée.
4) Discute en vue d'un accord. – Scandium.
5) En langage économique, le résultat d'une activité de production (ignoré par le Larousse). – Exécuté par une seule personne.
6) Relatif aux virus. – Coutumes. – Agréable avec un bon repas.
7) Juriste et théologien. – On en manque souvent.
8) Possessif. – Marquer d'une ligne droite à l'aide d'une ficelle ou d'un fil tendu et enduit de craie.
9) Astate. – On en fait parfois de mauvais.
10) Article. – Infinitif.
11) Qui a la même valeur. – Le vocabulaire économique a recours à cette appellation, avec le sens général de manifestation d'une cause déterminante…
12) On l'appelle « dummy ». – On le dit têtu.

La solution paraîtra dans la rubrique ***L'Économien*** *du site Web du Département* le 1er mars 2005.

Contenu du Bulletin

Mot de la rédaction 1
Mot du directeur 2
Au 6e étage! 3
Coup de projecteur sur nos chargé(e)s de cours 5
Échos des anciens et amis 6
Un ancien nous reçoit 10
Deux profs nous parlent 13
Le diagnostic de nos docteurs 16
J'ai lu 18
Calendrier des rencontres scientifiques 21
Mots croisés de Suzanne 22

**La rédaction de L'Éconolien remercie Jocelyne Demers, adjointe administrative au Département de sciences économiques, d'avoir relu la première mouture des textes de ce numéro et d'y avoir apporté les corrections de style qui s'y imposaient.*

N.D.L.R. : Le genre masculin a été utilisé dans ce bulletin uniquement dans le but d'alléger le texte.

Publié par le Département de sciences économiques
de l'Université de Montréal.
Rédaction : André Martens en collaboration avec
Suzanne Larouche-Sidoti.
Adresse : L'Éconolien
Département de sciences économiques
Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. Centre-ville
Montréal, Qc, H3C 3J7
Courriel : andre.martens@umontreal.ca
Téléphone : (514)343-7390
Télécopieur : (514)343-5831